

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 88 (2000)

Heft: 1443

Artikel: Pérou : libérez Maria Concepcion Pincheira Saez !

Autor: Gordon-Lennox, Odile / Pincheira Saez, Maria Concepcion

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-281857>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pérou

Libérez Maria Concepcion Pincheira Saez !



Maria Concepcion Pincheira Saez

Les récentes élections, entachées de manipulations frauduleuses, rappellent à l'opinion internationale que le Pérou n'est pas une démocratie. Au pouvoir depuis 15 ans, le président Fujimori – surnommé «el chino» – ne fait pas l'économie de la répression pour assurer sa toute-puissance. De nombreux prisonniers politiques sont détenus dans les « prisons d'extermination » péruviennes. C'est le cas de Maria Concepcion Pincheira Saez.

Odile Gordon-Lennox

Chilienne, accusée de haute trahison contre la patrie, Maria Concepcion Pincheira Saez est en détention perpétuelle à Yanamayo, pénitencier de haute sécurité péruvien. Elle a été membre du Mouvement révolutionnaire chilien (MIR), puis du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), au Pérou. Elle a été jugée, avec trois compagnons chiliens selon une loi antiterroriste, par un tribunal militaire dont les juges étaient encagoulés. Le procès, entaché de torture, n'a pas fourni de preuves suffisantes de la culpabilité des accusés. C'est ce qu'a décidé en juin 1999 la Cour Interaméricaine des droits de l'homme, la plus haute instance du continent américain. Ce sont des amis et des organisations de défense des droits de la personne qui, dès 1994, ont porté plainte au nom des détenus auprès de cette Cour. Celle-ci a notifié sa décision au gouvernement péruvien et demandé la libération des prisonniers ainsi que la tenue d'un procès civil. Le gouvernement péruvien a rejeté cette demande.

Une question de vie ou de mort

Pendant des mois, Maria Concepcion s'est plainte d'une bosse au sein, sans jamais être vue par un médecin. Lorsque son sein s'est révélé complètement infecté, elle a été opérée, dans des conditions inhumaines. Aujourd'hui, elle est gravement malade et sa vie est en réel danger. Suite à la décision de la Cour Interaméricaine des droits de l'homme, une

radio chilienne a réussi à pénétrer dans le pénitencier, pendant la seule heure mensuelle de visite. La voix de Maria Concepcion est passée à la radio et a été reconnue par les autorités péruviennes, d'où un passage à tabac supplémentaire dont les traces demeurent sur le corps de la victime un an après les faits. Son septième hiver austral approche et la cellule – 2 m x 3 m pour deux détenues – n'a pas de vitre à sa fenêtre. Le froid peut atteindre -23 °C sur le haut plateau andin où se trouve le pénitencier. La nourriture et l'hygiène sont déplorables, et les détenus sont coupés du monde, à part la visite mensuelle, qui peut être

refusée à certains visiteurs. Le pénitencier de Yanamayo est connu comme une prison d'extermination.

Face à de telles violations des droits de la personne et face au mépris du gouvernement péruvien qui bafoue jusqu'à la plus haute instance juridique, il ne reste à la prisonnière que l'aide de la pression de l'opinion internationale sur le gouvernement péruvien pour arriver à obtenir justice. Un comité de soutien est en voie de création à Genève, les personnes intéressées à y prendre part peuvent contacter notre rédaction.

Extrait d'une entrevue clandestine avec Maria Concepcion Pincheira Saez, retransmise sur les ondes chiliennes le 21 juin 1999.

*Traduit de l'espagnol par
Odile Gordon-Lennox*

« Nous vivons sous une pression terrible. Le gouvernement Fujimori nous fait subir une tension permanente. Le matin du 19 juin deux de mes camarades chiliens ont été tirés de leur cellule. Ils ont disparu pendant trois jours. Hier seulement, nous avons eu un contact avec l'un d'eux et nous avons obligé le directeur du pénitencier à ramener l'autre. Ils sont en isolement. Nous avons protesté pour qu'ils aient le droit d'avoir de l'eau et de sortir pour la promenade. C'est une tension permanente. On nous harcèle la nuit avec des rondes, des menaces et de l'intimidation. Il paraît qu'ils vont venir faire une inspection et détruire tout notre matériel de travail. Nous sommes en vrai danger. L'opinion internationale doit savoir ce qui se passe à Yanamayo. Je le répète : nous sommes réellement en danger. On ne sait pas ce qui peut nous arriver. Le gouvernement nous insulte dans les médias. On nous traite d'assassins et de bandits et on attise les attaques contre nous. Nous, les prisonniers politiques, nous sommes les otages de l'État. »